

La sortie anticipée d'une note préalable à la publication de l'analyse complète des données de l'enquête ESCAPAD témoigne de leurs enjeux médiatiques.

Les consommations sont à la hausse, notamment celles du cannabis et du tabac, l'alcool apportant la bonne nouvelle d'un début de baisse des Ivresses et des Alcoolisations Ponctuelles Importantes, mais tempérée par une augmentation de l'usage régulier. Au total, les consommations des adolescents français restent fortes, qu'il s'agisse d'expérimentation ou d'usage régulier.

Ces chiffres invitent à rester prudent sur leur interprétation :

- l'alcool et le tabac gardent une place centrale dans les usages des adolescents ; la reprise du tabagisme et les déplacements des usages d'alcool montrent que l'effort engagé sur la politique des prix et de l'encadrement marketing doit être renforcé ;
- la consommation de cannabis confirme que la stratégie suivie depuis des années doit être modifiée si nous voulons sortir de ce qui semble une inexorable progression de l'expérimentation chez le public adolescent, qui serait pourtant le premier à devoir être protégé des effets d'un usage régulier ;
- les autres substances montrent une prévalence des stimulants.

Face à ces chiffres, que faire ?

* **Partager le constat de l'échec d'une politique** portée depuis des années, qui, en France plus qu'ailleurs, a privilégié une réponse binaire – la pénalisation et le soin -, alors que la majorité de ces jeunes ne sont ni des malades ni des délinquants.

* **Faire de la prévention des conduites addictives une priorité de santé**, comme vient de l'assumer la loi de santé en votant la Prévention comme mission obligatoire des Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) qui interviennent sur l'ensemble du territoire. Cette décision permettra de :

- promouvoir des programmes éducatifs, déjà validés scientifiquement (SFP, Unplugged1)

ou en cours d'expérimentation (Primavera), en direction des plus jeunes ;

- prolonger l'effort amorcé par la campagne médias de l'INPES sur les Consultations Jeunes Consommateurs (CJC) de janvier 2015, alors que se déploie en région une approche d'Intervention Précoce qui a montré dans d'autres pays (en Suisse notamment) son intérêt pour rencontrer plus tôt et plus efficacement ces « expérimentateurs » et/ou usagers réguliers.

* Enfin, **oser construire une politique de régulation** utilisant le prix, l'encadrement du marketing, la régulation des accès horaires et géographiques aux produits, et qui cesse de tout miser sur la pénalisation de l'utilisateur, en équilibrant mieux ses interventions.

Aucune solution « simple et unique » ne suffira. Mais initier **la convergence entre les acteurs déjà mobilisés** – de la promotion de la santé à l'éducation nationale, en passant par la formation des apprentis, les grandes écoles, les universités ou encore la communauté sportive – **et les acteurs intervenant dans les centres spécialisés dans les addictions** améliorera la convergence des actions d'Intervention Précoce.

De quoi permettre, enfin, cette politique diversifiée et graduée dont nos adolescents ont besoin.

1. SFP : Strengthening Families Program. Programme de renforcement des compétences familiales, déployé dans 22 pays.

Unplugged : programme scolaire de prévention fondé sur l'approche de l'influence sociale globale. Mise en place en Belgique, Allemagne, Espagne, Grèce, l'Italie, Autriche et Suède.